

Les députés européens favorables aux Etats-Unis prennent de nouvelles mesures contre Cuba



Une fois de plus, le Parlement européen a été le théâtre d'une manœuvre anti-Cuba de la part d'un groupe de députés européens conservateurs et d'extrême droite, dont certains ont des liens connus avec des organisations anti-cubaines basées dans la ville américaine de Miami et financées par les Etats-Unis.

Au cours des dernières heures, cette institution a adopté une résolution fallacieuse et injuste condamnant Cuba pour de prétendues violations des droits de l'homme, qui ne respecte pas son statut de pays libre, souverain et indépendant et son droit à construire son avenir, sans ingérence de qui que ce soit.

Une déclaration de la Commission des relations internationales de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba dénonce la déformation de la réalité de notre pays et des relations qu'il entretient avec

d'autres États de manière souveraine, dans le strict respect du droit international.

La résolution adoptée, affirme la Commission, porte atteinte au développement positif des relations entre La Havane et l'Union européenne dans divers domaines, y compris la coopération.

Ces liens, rappelons-le, ont déjà été restreints par la position dite commune, adoptée dans les années 1990 par le bloc européen face à la pression des États-Unis.

En décembre 2016, ce comportement injuste et dépendant de Washington a pris fin. L'accord de dialogue politique et de coopération a été signé entre Cuba et l'Union européenne, ce qui a ouvert un nouveau chapitre mutuellement bénéfique pour les deux parties.

L'Union européenne est le principal partenaire commercial de la plus grande des Antilles, elle est aussi l'un des plus grands émetteurs de touristes dans notre pays et un important investisseur étranger, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'agroalimentaire.

Or, avec cette nouvelle action, l'UE cherche à entraver le progrès des relations bilatérales et fait le jeu de la politique hostile des États-Unis, qui maintiennent un blocus économique, commercial et financier génocidaire à l'encontre du peuple cubain depuis six décennies.

Cependant, la session a également entendu les voix des députés européens qui, comme le souligne Cuba, conformément à l'évidence et à la vérité historique, ont dénoncé le fait que la tentative de saper le dialogue et la coopération en cours est un hommage servile de l'ultra-droite européenne aux États-Unis.

Le Réseau continental latino-américain et caribéen de solidarité avec Cuba et les causes justes a immédiatement rejeté la résolution du Parlement européen et a souligné la politique de deux poids deux mesures qui caractérise le discours de certains législateurs du soi-disant vieux continent.

Auparavant, des dizaines d'organisations italiennes, comptant des milliers de membres, avaient déjà exprimé leur rejet de cette manœuvre contre la nation caribéenne, qui, selon elles, était dirigée contre le droit à la vie du peuple cubain.

Ce nouvel exercice politisé répond aux intérêts de ses promoteurs, proches de Washington, et met une fois de plus en péril la crédibilité du Parlement européen, qui n'a pas l'autorité morale, politique et juridique pour juger Cuba.

Triste rôle que celui de l'institution européenne, une fois de plus prise en otage par certains de ses membres qui, dans leur empressement à plaire aux États-Unis, laissent commodément de côté le terrorisme d'État exercé par les États-Unis à l'encontre du peuple cubain.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/328466-les-deputes-europeens-favorables-aux-etats-unis-prennent-de-nouvelles-mesures-contre-cuba>



Radio Habana Cuba